



Lettre n° 11 du 25 novembre 2016

Au sommaire :

- **Face à la faillite du capitalisme mondialisé et à l'offensive réactionnaire, «Notre révolution»...**
Isabelle Ufferte
- **La police malade du tout sécuritaire et de l'état d'urgence permanent. Notre réponse, état d'urgence social et démocratique !** - *Mónica Casanova*

Face à la faillite du capitalisme mondialisé et à l'offensive réactionnaire, « Notre révolution »...

« Succès populaire » titraient nombre de journaux au lendemain du premier tour de la primaire de la droite et ses 4 millions de votants (9 % du corps électoral)... apparemment subjugués par cette droite décomplexée des Fillon, Juppé, Sarkozy and Co à l'offensive depuis des mois dans une surenchère anti-ouvrière.

Au sein de l'électorat de droite, la frange la plus réactionnaire s'est sans conteste mobilisée, celle de la Manif pour tous, défenseurs de la famille « traditionnelle » et autres nostalgiques de la « grandeur de la France »... un électorat que se disputent les deux finalistes en courant le plus à droite possible, tel Juppé (la prétendue droite de gauche !) assurant dans l'Express en début de semaine : « *je suis baptisé, je m'appelle Alain Marie, je n'ai pas changé de religion et je comprends parfaitement le point de vue de mes coreligionnaires catholiques* ». Quant à Fillon, il a convoqué dans le dernier débat Clovis et Jeanne d'Arc... tout en se plaignant toute la soirée d'être caricaturé, revendiquant la « modernité »...

Le processus de la primaire a amplifié l'offensive idéologique réactionnaire, anti-ouvrière, antidémocratique. Les candidats y ont martelé et peaufiné un même programme, celui exigé par le grand patronat : nouvelle hausse de la TVA, suppression de centaines de milliers d'emplois de fonctionnaires, retraite à 65 ans, fin des 35h, remise en cause du système d'indemnisation du chômage, baisse des dépenses publiques, offensive généralisée contre les travailleurs, les classes populaires, les services publics... et liberté totale pour les entreprises et les riches, suppression de l'ISF, baisse de l'impôt sur les sociétés, nouvelles exonérations...

« *Il faut faire sauter les tabous* » assène Juppé. Le gouvernement Hollande a commencé le boulot, casse du droit du travail, état d'urgence, propagande anti-immigrés...

les mêmes qui aujourd'hui crient au loup sans rire contre « *l'ultralibéralisme et la régression sociale* » ! La droite entend accélérer et amplifier l'offensive et pilonne tel Fillon : « *déclin ou sursaut, il n'y a pas d'échappatoire* » « *l'état d'urgence est partout* »... Ils tentent de faire l'opinion, de profiter de l'avantage et avancent leurs coins dans les reniements de la « gauche » pour mieux servir le grand patronat et la finance. Au nom de l'emploi, des « *défis commerciaux à relever* », de la compétitivité... ils déroulent le programme.

Pour mieux diviser le monde du travail, ils font de la surenchère sur Valls et Cazeneuve, stigmatisent musulmans et immigrés, flattent les préjugés racistes... et instrumentalisent sans vergogne la laïcité tout en rappelant dans leurs meetings « *les racines et valeurs judéo-chrétiennes de la France* » (Juppé) ou que... « *la France est fille de la chrétienté* » (Fillon). Le Pen peut se réjouir : « *le FN a posé les termes du débat* ».

Cette offensive décomplexée, la sélection du candidat le plus réactionnaire (qui avait, entre autre, voté contre la dépénalisation de l'homosexualité en 1982) au bilan sans équivoque (dont les plans Fillon 2003 et 2010 contre les retraites), ne peuvent qu'inquiéter quelques semaines après la victoire de Trump aux USA. Bien des travailleurs, des militants sont troublés, se sentent démunis, s'interrogent et discutent. Chacun ressent le besoin de comprendre les évolutions économiques et politiques en cours, une nécessité pour pouvoir faire face, se regrouper, préparer l'indispensable riposte dont nous sommes de plus en plus nombreux à ressentir la nécessité.

Une accentuation de l'offensive des classes dominantes

Alors que la crise du capitalisme mondialisé s'approfondit, les classes dominantes concurrentes entre elles intensi-

fient partout l'exploitation pour sauver et augmenter leurs profits, plus parasites que jamais. Accroître la compétitivité est une obsession dans leur course pour tenter de s'imposer sur les marchés saturés. Les restructurations, les fermetures d'entreprises et les annonces de suppressions massives d'emplois se multiplient : 30 000 suppressions de postes à Volkswagen d'ici 2020 dont 23 000 en Allemagne, 1000 à Airbus, 3900 à Ericsson, 2000 à PSA, 5000 à SFR, 2700 à Marks & Spencer, 7000 à ING... pour ne citer que quelques grands groupes européens. Partout cette politique est accompagnée d'une offensive généralisée contre les salaires, le temps de travail, la protection sociale, la retraite, les droits sociaux et toutes les réglementations protégeant un temps soit peu les travailleurs. Les dépenses publiques sont massivement amputées pour mieux transférer les richesses vers la spéculation, l'enrichissement d'une infime minorité, tandis que la dette publique explose.

Une politique menée sur tous les continents, quels que soient les gouvernements, dont les conséquences sont dramatiques pour les classes populaires, la jeunesse. Des régions entières sont dévastées, le nombre de chômeurs et de travailleurs pauvres explose, obligés de cumuler plusieurs emplois. Alors que les progrès techniques et scientifiques permettent d'imaginer et de réaliser l'extraordinaire, que le monde entier peut assister en direct au départ d'astronautes vers l'espace et les suivre dans la station spatiale internationale, la rapacité des classes dominantes plonge le monde dans le chaos, la misère, la guerre, sélectionnant les pires réactionnaires pour servir leurs intérêts.

La logique de l'accumulation privée financière subordonne toute activité économique, tout investissement et déplacement de capital à la rentabilité immédiate espérée. L'ensemble des richesses, de la plus value extorquée, est aspirée par la finance, la bulle spéculative n'en finit pas de gonfler. A défaut de produire suffisamment de richesses nouvelles pour alimenter l'avidité malade du capital, les classes dominantes et leurs États se livrent à un gigantesque transfert de richesse en aggravant l'exploitation, en sacrifiant les services publics, en pillant les peuples. Rien ne peut enrayer cette logique destructrice qui conduit au krach, à la faillite globalisée des classes dominantes sauf l'intervention directe des travailleurs. La folie capitaliste a atteint un tel niveau à l'échelle mondiale, que la question n'est même plus celle d'une autre répartition des richesses, ou plutôt la question est qu'il ne peut pas y avoir de plus juste répartition des richesses produites sans l'expropriation de l'oligarchie financière, sans réorganisation de la façon dont ces dernières sont produites, pour imposer une planification démocratique en fonction des besoins humains.

Propagande réactionnaire et populisme pour museler la classe ouvrière

L'élection de Trump aux USA (bien que minoritaire en voix), la victoire du Brexit en Angleterre, la campagne des primaires de la droite, la montée de Le Pen et des réac-

tionnaires dans de nombreux pays d'Europe, tous amis de Poutine... sont autant d'indices de la décomposition à l'œuvre.

Pour maintenir leur domination et leurs profits, les classes dominantes utilisent la propagande réactionnaire, le repli national pour tenter de désarmer les travailleurs, sélectionnent des populistes autoritaires, forts en premier lieu de l'incapacité des Obama, Hollande et autres « démocrates » à apporter quelque réponse que ce soit à la situation des classes populaires.

Depuis 2012, Hollande, le prétendu « ennemi de la finance » (!) s'est employé à faire « sauter les tabous » : le choc de simplification, le pacte de responsabilité, les 42 milliards du CICE, la hausse de la TVA... ont transféré des milliards des classes populaires vers les actionnaires. Les lois Macron, Rebsaben, El Khomry ont elles ouvert la voie à une déréglementation généralisée et ont préparé le terrain pour une offensive encore plus débridée. Fillon et Juppé n'ont qu'à prolonger la courbe. Pascale Boistard, secrétaire d'Etat, peut bien expliquer que Fillon c'est « *du sang et des larmes* »... C'est un gouvernement PS-Verts qui a instauré et maintient depuis plus d'un an l'état d'urgence, un état d'exception permanent pour tenter de museler la contestation sociale, déployer des dispositifs policiers gigantesques face aux manifestants, couvrir les violences policières, stigmatiser les immigrés et les plus pauvres, organiser la chasse aux réfugiés...

Cette offensive s'accompagne d'une mise en scène nationaliste pour essayer à rendre les travailleurs solidaires des intérêts des classes dominantes. Appel au « patriotisme économique » et au soutien de « nos » entreprises... drapeaux bleu-blanc-rouge distribués par milliers, Marseillaise chantée à gorge déployée de Cazeneuve à Le Pen en passant par Mélenchon, la machine est bien huilée. Et une fois lancée, il peut n'y avoir qu'un pas du slogan « *produire français* » à celui « *les Français d'abord* »...

Cette propagande nourrit les replis nationaux et les populistes en Europe comme aux USA, et aggrave à son tour la crise. Le Brexit en est l'illustration, de même que la paralysie de l'Union Européenne qui se pose aujourd'hui la question de sa défense mais dont les Etats rivaux ne parviennent pas à s'entendre. L'exacerbation de la « guerre commerciale » et des rivalités internationales plonge le monde entier dans l'incertitude alors que les dépenses militaires sont partout en augmentation.

En réponse à leur offensive, une profonde révolte, une politisation

Parallèlement à l'offensive des classes dominantes, expression de leur impuissance et de leur faillite, de leur peur des classes populaires, la révolte sociale est profonde.

Pendant plusieurs mois, le mouvement contre la loi travail -en plein état d'urgence- a fait entendre la contestation de centaines de milliers de manifestants, étudiant-e-s, précaires, salarié-e-s, qui n'ont certes pas gagné le retrait de la loi mais ont fait une expérience politique précieuse face au patronat, au PS au gouvernement et à la répression. La

fierté et la confiance acquises par une fraction du monde du travail et de la jeunesse, les enseignements politiques et l'élan donné sont loin d'être épuisés.

Les grèves et les mouvements qui se succèdent depuis la rentrée dans les entreprises en attestent. Comme dans la santé où des luttes se multiplient, entre autre dans des maisons de retraites, des cliniques privées, où les grévistes sont très majoritairement des femmes jeunes, souvent précaires et jusque là peu organisées. Ces luttes déterminées témoignent de la profondeur de la révolte contre l'exploitation, l'injustice, les discriminations. Elles tranchent avec l'apathie des directions des centrales syndicales qui n'ont aucune politique pour tenter d'unifier et coordonner les grèves dans un même mouvement. Les bureaucraties syndicales ont d'ores et déjà intégré les reculs passés et à venir, et elles n'aspirent de fait qu'à les négocier, à grands coups de « dialogue social ».

Mais les travailleurs, les femmes, les jeunes qui s'éveillent à la lutte de classe le font dans un contexte qui laisse peu de place aux illusions d'un dialogue possible avec le patronat ou le gouvernement, quel qu'il soit.

C'est cette révolte et cette détermination que les anticapitalistes et les révolutionnaires peuvent permettre d'exprimer. En aidant notre classe à parler sa propre voix, en toute indépendance, à s'unir face à tous les démagogues qui tentent de la diviser et de dévoyer sa révolte. Il nous faut aider les travailleur-se-s à prendre conscience de leur force, de leur rôle dans la société et de la nécessité et de la possibilité de contester le pouvoir à la finance et à la minorité de parasites qui mènent la société à la catastrophe.

Prendre la mesure du bouleversement sans en craindre les conséquences

« Notre révolution » disait Sanders durant la campagne américaine, acclamé par des salles combles... Il ne tenait ce discours que pour au final tenter de rallier la jeunesse et les travailleurs derrière la candidate de Wall Street, mais il a su saisir la révolte qui se lève contre leur système.

Ici aussi, politiciens et démagogues professionnels ont bien compris cette colère, c'est à qui sera le plus « antisys-

tème » tel Mélenchon mais aussi Macron, ministre, banquier, haut fonctionnaire... qui vient d'intituler son livre programme « Révolution »... jusqu'à Fillon expliquant jeudi soir « *notre pays est au bord de la révolte* » pour mieux appeler à « *rompre avec la pensée unique* »... et poser à l'homme de l'ordre. Quant à Le Pen qui cultive l'antisystème depuis des années, elle appelle au « *rassemblement de tous les Français au-dessus de clivages dépassés* », à une « *révolution populaire* » expliquant « *le XX^e siècle s'est terminé avec la chute du mur de Berlin, le XXI^e commence avec ce grand basculement des équilibres qu'incarne la victoire de Trump* ».

Ils se payent tous notre tête... mais oui, il nous faut prendre la mesure du bouleversement, du basculement en cours, ne pas craindre d'en penser les conséquences et porter la révolte de notre classe, préparer « notre » révolution.

L'effondrement du PS et du PC, vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier, laisse la place à toutes les impostures. Mélenchon, souverainiste et démagogue, homme d'appareil et d'institutions prenant la pose de l'homme providentiel, espère bien contraindre le PC à se rallier à sa candidature et à sa « France insoumise »... Une partie de la direction, orpheline du PS, l'a déjà rejoint, espérant sauver ainsi quelques postes, mais nombre de militant-e-s du PC qui votent ces jours-ci oscillent entre colère et sentiment d'impuissance. Il nous faut nous adresser à eux, oser parler de socialisme, de communisme, de démocratie révolutionnaire, nous réapproprier et faire vivre ces idées en leur donnant toute leur modernité : la prise en main démocratique par les travailleurs-se-s, les classes populaires, de la marche de la société pour en finir avec le pouvoir de la finance qui entraîne le monde dans sa propre faillite au risque de destructions et de drames.

La candidature de Philippe Poutou, ouvrier anticapitaliste révolutionnaire, porte cette perspective.

Isabelle Ufferte

La police malade du tout sécuritaire et de l'état d'urgence permanent, Notre réponse, état d'urgence social et démocratique !

Nous écrivons alors que s'est ouvert à Bobigny, 7 ans après, le procès de 3 policiers qui ont blessé 6 personnes –dont l'une a perdu un œil– qui protestaient contre l'expulsion de squatteurs d'un centre social à Montreuil. Pour justifier leurs tirs de flash-ball, les trois policiers avaient invoqué la légitime défense, prétextant avoir subi une « pluie de projectiles » ! Totalement faux d'après les témoignages de riverains qui ont décrit aux enquêteurs un rassemblement pacifique.

Le 19 juillet dernier, le jeune Adama Traoré mourait asphyxié par des gendarmes, une bavure meurtrière qui

s'ajoute à tant d'autres agressions policières impunies. Mercredi 23 novembre, deux des frères d'Adama, Yousof et Bagui sont passés en comparution immédiate, accusés de violences par 7 gendarmes au cours d'un rassemblement pacifique le 17 novembre à l'occasion du conseil municipal de Beaumont-sur-Oise, ville dont était originaire Adama et dont la maire UDI veut attaquer sa sœur en justice! Ils se retrouvent tous les deux en détention préventive jusqu'à leur procès le 14 décembre.

Ces faits viennent rappeler à quel point la revendication des policiers d'étendre leur droit de légitime défense est

dangereux pour la population et certainement pas une réponse à ce qu'il est maintenant convenu d'appeler « le malaise de la police ».

Celui-ci a commencé à s'exprimer dans la rue après l'agression de policiers au cocktail Molotov à Viry-Châtillon le 8 octobre. Ces policiers, gravement brûlés, surveillaient une caméra de vidéosurveillance elle-même censée surveiller... des vols à la tire à un carrefour ! Cette situation absurde illustre la façon dont l'encadrement policier conçoit les rapports avec les jeunes, petits délinquants des cités, une guerre de territoire. Elle est aussi à l'image de la façon dont le pouvoir lui-même utilise sa police au service du tout sécuritaire démultiplié par l'état d'urgence qui se poursuit depuis des mois.

Le comportement des flics durant le mouvement contre la loi travail, la répression en ont été une démonstration particulièrement scandaleuse.

Utilisés à outrance dans des tâches souvent absurdes, les policiers s'enferment dans le piège de la politique dont ils sont, en fait, eux-mêmes victimes, pour laisser leur mécontentement instrumentalisé et par le pouvoir et par les forces les plus réactionnaires dont le FN.

Leur mouvement vient justifier la démagogie sécuritaire en faveur de l'ordre, la fuite en avant sécuritaire contre les pauvres, les plus démunis, contre ceux qui résistent et luttent, contre toute la société. Il n'a pas fallu longtemps pour que le ministre de l'Intérieur leur donne satisfaction en débloquent 280 millions d'euros et en laissant entendre qu'il serait disposé à envisager l'extension de la légitime défense.

Dominés et encadrés par ceux qui, à la tête de l'État, les utilisent, ils ne peuvent par leurs seules forces rompre avec la logique du système auxquels ils sont soumis. Néanmoins, leur mécontentement, l'exaspération à leur égard dans les quartiers, sont les manifestations des tensions sociales, humaines qui s'accroissent sous les effets de la dégradation des conditions d'existence. On entend souvent dire dans les milieux de gauche ou syndicalistes qu'il ne faut pas laisser la question de la sécurité à la droite et au FN. Le plus souvent c'est une justification pour se plier au cadre imposé du tout sécuritaire. Le mouvement ouvrier doit rompre avec ce cadre, le combattre y compris pour répondre à un mouvement des policiers qui puise ses racines dans le recul social et politique actuels.

C'est bien d'une crise qu'il s'agit, une crise dont est responsable le gouvernement qui, face au mécontentement social, à la dégradation continue des conditions de vie dans les quartiers et les cités, n'a de solutions que sécuritaires. Elle est alimentée aussi par tous les démagogues de droite comme de gauche dans une logique de surenchères.

Des mercenaires de l'État...

En effet, pour tous ces gens-là, les policiers ne sont que des mercenaires issus des classes populaires et utilisés contre elles. Destinées à servir la domination de la bourgeoisie à laquelle elles servent de « bandes armées », les

forces de police ne sont pas pour autant un bloc homogène. Des corps comme les CRS, les gardes mobiles ou la BAC ont été créés et dressés pour la répression des mouvements sociaux, comme l'armée l'a été dans les colonies et l'est dans les guerres impérialistes actuelles.

Il n'en est pas de même pour les fonctionnaires et autres personnels parfois précaires employés dans les commissariats, par exemple. Certains ont même été jusqu'à se revendiquer agents de service public, rejetant une hiérarchie qui les utilise pour « faire le ménage » contre des plus pauvres et en difficulté, sans matériel adapté, sans remplacements, soumis à des pressions qui relèvent de la paranoïa sécuritaire ...

... piégés par le tout sécuritaire

Les directions syndicales des policiers n'ont bien sûr pas manqué d'affirmer d'autant plus fort leurs revendications sécuritaires qu'elles sont dans l'air du temps, prétexte à une démagogie politique qui exacerbe les tensions sociales, dans une course à une présidence que tous disputent à Le Pen... Elles croient retourner les exigences de leur patron, l'État, contre lui pour faire valoir leurs revendications ; en réalité, elles sont manipulées par lui pour mieux justifier et mettre en œuvre sa politique.

Les représentants syndicaux de l'UNSA ou d'Alliance, avec des démagogues d'extrême droite dont le dénommé Schwartz, ont revendiqué, avec l'assentiment ou la bienveillance de tous, de gauche à droite, plus de moyens pour réprimer, l'extension du concept de légitime défense, le rétablissement des peines plancher pour les inculpés pour violence contre les forces de l'ordre, la limitation du recours au sursis et aux aménagements de peine pour les infractions légères, ce qui implique de continuer à entasser de plus en plus et pendant plus longtemps les gens en prison. Ces revendications profondément réactionnaires, reviennent à avoir le permis de tuer pour des forces de l'ordre qui ont déjà largement l'impunité pour le faire !

Face au désordre engendré par sa propre politique, le gouvernement alimente le tout sécuritaire, bien plus à l'écoute des syndicats de policiers que de n'importe quel syndicat de travailleurs ! Ce sécuritaire qui se retourne contre les policiers eux-mêmes mais aussi et surtout contre les habitants des quartiers populaires, contre les « classes dangereuses », contre les travailleurs et jeunes, les militantEs en lutte comme avec la loi Travail ou les ZAD.

L'état d'urgence vient d'être prolongé. Et si depuis bientôt un an il n'a empêché aucune attaque terroriste, il a servi à interdire des manifestations.

Contre l'État policier, en finir avec les zones de non droits sociaux et démocratiques !

Face aux exactions de la police, le mouvement ouvrier avance ses propres exigences démocratiques, mais ces exigences sont indissociables des exigences sociales. Le tout sécuritaire, l'État policier ne font qu'aggraver le désordre social engendré par la politique des classes dominantes, de leur État. Leur renforcement, comme sur le terrain international, le militarisme, est une conséquence

directe des politiques libérales, de la guerre économique auxquelles se livrent les classes dominantes en y sacrifiant les intérêts de la population.

Il suffit de voir les ravages occasionnés par les politiques successives à la cité de la Grande Borne où a eu lieu l'agression des policiers le 8 octobre, quartier coincé entre une autoroute, une nationale et une zone industrielle dont la ville, Grigny, est tellement en difficulté qu'elle a été mise sous tutelle de la Préfecture, avec un taux de pauvreté de 44 % (et 22 % de chômage), et dont l'unique centre commercial vient de fermer... Ces quartiers désignés comme « zones de non droit » sont en fait des zones de non-droits sociaux, sinistrées socialement et humainement, d'où les services publics, les commerces partent un à un, où les jeunes sont livrés à la débrouille individuelle, aux petits larcins, à la violence. C'est justement dans ce genre de quartier que la police est poussée à faire du chiffre, du contrôle au faciès, où la BAC se croit tout permis. La police se comporte alors comme une réelle force d'occupation, provocante et agressive. C'est là que sont envoyées les jeunes recrues parfois issues des mêmes quartiers pour se faire la main à la répression de leurs propres frères...

La police est essentielle à la défense de la République des riches, des multinationales et des banques, et c'est bien pourquoi elle est l'objet de toutes les sollicitudes du gouvernement, de la droite, du FN ou même de Mélenchon. Nous comprenons la revendication du syndicat Sud Intérieur en faveur du droit de grève pour ces agents mais nous dénonçons les revendications des policiers pour plus de sécuritaire au lieu de plus de social, qui mettent de l'huile sur le feu et ne serviront que Le Pen.

Nous sommes conscients qu'il n'y aura d'émancipation des exploités sans démantèlement de l'État et de son bras armé, sans en finir avec une police qui est un corps étranger, extérieur et au-dessus de la population, dressé dans l'hostilité aux classes populaires, gangrené par les préjugés racistes.

Dans toute situation révolutionnaire, une partie des forces armées bascule du côté des opprimés en lutte quand ceux-ci leur donnent la force de les rejoindre en tournant leurs armes contre leur hiérarchie. Un parti révolution-

naire ne peut pas ne pas avoir un programme pour les forces armées comme l'ont eu les bolchéviques en 1917 ou dans une autre mesure le MIR au Chili en 1973, c'est-à-dire une série de mesures démocratiques pour les soldats du rang, conscrits ou pas, ces forces spéciales composées de gens du peuple dont le pouvoir se sert contre d'autres travailleurs.

Le problème n'est pas moral mais politique : comment faire en sorte que des membres à la base de ces corps ne tombent pas dans les bras de l'extrême droite ? Les « permis de tuer », on voit ce que cela donne aux USA, cela se retourne contre les policiers eux-mêmes. Cela en fait des tireurs et des cibles permanentes, cela met la société et plus particulièrement ses quartiers populaires en état de guerre.

Pas plus qu'un retour à l'armée de conscription, les polices municipales ou de proximité ne sont une solution. La seule police démocratique ne pourra être que les travailleurs, la population organisés eux-mêmes pour assurer et contrôler l'ordre public. La démocratie suppose d'en finir avec la véritable « insécurité » qui est d'abord sociale engendrée par l'offensive capitaliste avec le développement de la misère, les ravages de la concurrence entre exploités. Cela ne pourra être contrecarré que par le développement des services publics, de l'éducation, l'accès à la culture, au logement et à l'emploi pour tous, par l'élargissement de la conscience collective.

Le monde du travail doit avoir sa propre politique, se donner les moyens de faire respecter ses droits, de contrôler la police, de prendre en main la vie de la cité, de faire de la politique, d'exercer sa pression y compris sur les corps de répression. C'est lui seul qui pourra en finir avec ces zones de non droits sociaux et démocratiques en en finissant avec ce système de concurrence, de misère, de répression, d'aliénation, par le pouvoir émancipateur des opprimés qui remplacera l'État de la bourgeoisie, instrument du maintien de sa domination, par une démocratie révolutionnaire assurant à la population le contrôle sur la marche de la société.

Mónica Casanova